



Distribution: générale Point 8 de l'ordre du jour
Date: 25 octobre 2018 WFP/EB.2/2018/8-D/1/11
Original: anglais Questions opérationnelles – Projets approuvés
par correspondance
Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Révision du plan stratégique de pays provisoire de transition pour la Sierra Leone

	Chiffres actuels	Modification	Chiffres révisés
Durée	1 ^{er} janvier – 31 décembre 2018	1 ^{er} janvier 2019 – 30 juin 2019	1 ^{er} janvier 2018 – 30 juin 2019
Bénéficiaires	261 848	150 984	412 832
<i>(en dollars É.-U.)</i>			
Coût total	19 424 328	3 030 178	22 454 506
Transferts	11 645 367	2 336 467	13 981 834
Mise en œuvre	4 118 302	558 308	4 676 611
Coûts d'appui directs ajustés	2 475 136	- 49 538	2 425 598
Total partiel	18 238 806	2 845 237	21 084 043
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	1 185 522	184 940	1 370 463

Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes* 2A.

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>.

Coordonnateurs responsables:

M. A. Dieng
Directeur régional
Afrique de l'Ouest
courriel: abdou.dieng@wfp.org

M. H. Taal
Directeur de pays
courriel: housainou.taal@wfp.org

Décision

Le Conseil a approuvé par correspondance la révision du plan stratégique de pays provisoire de transition pour la Sierra Leone et l'augmentation budgétaire correspondante, d'un montant de 3 030 178 dollars É.-U., faisant l'objet du présent document.

23 octobre 2018

Justification

1. En mars 2018, à l'issue d'une période d'élection présidentielle délicate en Sierra Leone, M. Julius Maada Bio du Parti du peuple de Sierra Leone a été élu Président. Il a pris ses fonctions le 4 avril 2018. Le bureau de pays travaille actuellement avec le nouveau Gouvernement, notamment sur l'examen stratégique Faim zéro qui est en cours et a pris du retard en raison de la période de campagne prolongée. Dans le discours qu'il a prononcé lors de la session d'ouverture du Parlement, le nouveau Président élu a notamment souligné la volonté du Gouvernement de travailler avec le PAM afin de favoriser la scolarisation et d'améliorer l'apprentissage dans les écoles primaires grâce à l'offre de repas scolaires. À cet effet, le Cabinet du Président a communiqué une lettre sollicitant officiellement le soutien du PAM à la mise en œuvre d'un programme de repas scolaires.
2. À la lumière de cette demande et en consultation avec le bureau régional et la Division des politiques et des programmes, il a été décidé de reporter la présentation du plan stratégique de pays (PSP) au Conseil d'administration à sa session annuelle de 2019, afin que le nouveau Gouvernement ait le temps d'être bien informé sur les processus relatifs à l'examen stratégique Faim zéro et au PSP et d'y être associé. Ce report permettra également au PAM d'élaborer un PSP d'une durée de cinq ans, qui soit solide et fondé sur une concertation. À l'issue des consultations menées avec le nouveau Gouvernement, le bureau de pays souhaite ajouter une nouvelle activité à son plan stratégique de pays provisoire de transition (PSPP-T), afin de satisfaire la demande que les pouvoirs publics ont adressée au PAM concernant la fourniture d'une assistance pour la mise en œuvre d'un programme de repas scolaires.
3. Il est donc proposé de prolonger le PSPP-T pour la Sierra Leone afin de couvrir l'intervalle de six mois entre la date de clôture prévue du PSPP-T actuel (31 décembre 2018) et la nouvelle date de démarrage prévue du PSP (1^{er} juillet 2019). Il est également proposé d'ajouter au PSPP-T une nouvelle activité (relevant de l'effet direct stratégique 2) relative à la fourniture de repas scolaires. Étant donné que le Gouvernement souhaite lancer le programme d'alimentation scolaire dès la prochaine rentrée scolaire, il est prévu de faire démarrer cette activité en septembre 2018.

Modification

Orientation stratégique

4. La révision proposée ne suppose pas une réorientation stratégique majeure du PSPP-T actuel, mais simplement une prolongation de six mois et l'introduction d'une nouvelle activité consistant en la fourniture de repas scolaires pour satisfaire à la demande du Gouvernement.

Effets directs stratégiques

5. Comme indiqué précédemment, la révision proposée comprend le lancement d'une nouvelle activité 10 (programme intégré de repas scolaires en faveur des enfants des écoles primaires situées dans les chefferies ciblées) au titre de l'effet direct stratégique 2 (transferts

de produits alimentaires/transferts de type monétaire en faveur des populations en situation d'insécurité alimentaire chronique), qui vise à compléter l'appui institutionnel qu'il est prévu d'apporter au Ministère de l'éducation primaire et secondaire en lien avec le programme national d'alimentation scolaire.

6. Par ailleurs, la révision proposée tient compte d'une recommandation de l'évaluation décentralisée 2017 de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200938, préconisant de ne pas poursuivre, compte tenu de leur impact limité, les distributions annuelles qui tenaient lieu de filet de sécurité à court terme et qui étaient réalisées jusqu'ici comme dispositif de protection sociale pendant la saison de soudure. Dans ce contexte, la révision proposée prévoit la suspension de l'activité de filet de sécurité saisonnière menée pendant la saison de soudure (activité 2) au titre de l'effet direct stratégique 2, tandis que les activités relatives aux moyens d'existence, notamment l'assistance alimentaire pour la création d'actifs, seront privilégiées en vue d'améliorer pendant toute l'année la sécurité alimentaire des ménages en situation d'insécurité alimentaire.
7. En outre, la prolongation de six mois qui est proposée se traduit par une amplification des interventions relevant de l'activité 3, avec la mise en place d'actions de prévention du retard de croissance dans un district supplémentaire, et par une augmentation du nombre de bénéficiaires des activités 1, 5 et 6.
8. Globalement, le nombre total de bénéficiaires augmentera, pour passer de 261 848 à 412 832 (hors chevauchements), dont 70 pour cent seront des femmes et des filles.
9. Dans le souci d'améliorer l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, les activités de renforcement de la résilience encourageront une représentation égale des femmes et des hommes dans les contextes suivants: création d'actifs communautaires productifs, contrôle de l'assistance alimentaire et prise de décisions.

Analyse des bénéficiaires

10. S'agissant des effets directs stratégiques 1, 3 et 4, les projections relatives à la période allant de janvier à juin 2019 sont fondées sur les modalités de planification existantes, avec l'extension à un deuxième district de l'activité 3, "Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements associées à la fourniture d'aliments nutritifs en faveur des filles et des femmes enceintes et allaitantes et des enfants âgés de 6 à 23 mois ciblés, et renforcement des partenariats public-privé, afin de prévenir le retard de croissance".
11. En ce qui concerne la nouvelle activité 10, les projections reposent sur le nombre estimatif d'enfants scolarisés dans les écoles primaires publiques ou bénéficiant d'une aide publique dans les chefferies ciblées.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ

Effet direct stratégique	Activité	Chiffres actuels			Augmentation/diminution			Chiffres révisés		
		Garçons/hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total
1	1. Assistance alimentaire en faveur des ménages vulnérables touchés par des catastrophes ou par des crises soudaines	8 600	9 300	17 900	2 600	2 400	5 000	11 200	11 700	22 900
2	2. Transferts de produits alimentaires/transferts de type monétaire en faveur des populations en situation d'insécurité alimentaire chronique	28 800	31 200	60 000	- 28 800	- 30 842	- 59 642	0	358	358
	10. Programme intégré de repas scolaires en faveur des enfants des écoles primaires situées dans les chefferies ciblées				17 150	17 850	35 000	17 150	17 850	35 000
3	3. Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements associées à la fourniture d'aliments nutritifs en faveur des filles et des femmes enceintes et allaitantes et des enfants âgés de 6 à 23 mois ciblés, et renforcement des partenariats public-privé, afin de prévenir le retard de croissance	16 687	35 600	52 287	10 307	96 196	106 503	26 994	131 796	158 790*
	4. Traitement de la malnutrition aiguë modérée, au moyen d'une supplémentation alimentaire ciblée et d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, en faveur des enfants âgés de 6 à 59 mois et des filles et des femmes enceintes et allaitantes	25 800	54 720	80 520	- 8 016	32 106	24 090	17 784	86 826	104 610**

**TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE,
PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ**

Effet direct stratégique	Activité	Chiffres actuels			Augmentation/diminution			Chiffres révisés		
		Garçons/hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total
	5. Distribution d'aliments sur ordonnance, assortie d'une activité de conseil nutritionnel et d'autres services, en faveur des personnes vivant avec le VIH/la tuberculose et souffrant de malnutrition	10 150	10 991	21 141	6 734	7 299	14 033	16 884	18 290	35 174***
4	6. Assistance alimentaire pour la création d'actifs (transferts en nature ou transferts monétaires), notamment régénération de terres et mise en place de petites infrastructures communautaires, en faveur des petits agriculteurs et des coopératives agricoles productives	14 400	15 600	30 000	16 508	9 492	26 000	30 908	25 092	56 000
Total		104 437	157 411	261 848	16 483	134 501	150 984	120 920	291 912	412 832

* Dont un chevauchement de 52 287 bénéficiaires, comptabilisés deux fois à partir de 2018.

** Dont un chevauchement d'environ 31 380 bénéficiaires.

*** Dont un chevauchement d'environ 8 790 bénéficiaires.

Transferts

12. Au titre de l'effet direct stratégique 2, le nouveau programme pilote de repas scolaires permettra de fournir aux enfants des écoles primaires 27 pour cent de l'apport en nutriments recommandé. La modalité employée sera les transferts de produits alimentaires, notamment de produits enrichis. En conséquence, les transferts de produits alimentaires prévus dans le cadre du PSCP-T augmenteront pour passer de 5 742 à 9 823 tonnes. S'agissant des autres composantes, les transferts demeureront inchangés.

TABLEAU 2: RATIONS PRÉVUES AU TITRE DE LA NOUVELLE ACTIVITÉ 10 PROPOSÉE (grammes/personne/jour)	
	Effet direct stratégique 2
	Activité 10 - Programme intégré de repas scolaires en faveur des enfants des écoles primaires situées dans les chefferies ciblées
Type de bénéficiaires	Enfants des écoles primaires
Modalité	Produits alimentaires
Céréales	70
Légumes secs	30
Huile	10
Sel	5
Total kcal/jour	443
% kcal d'origine protéique	10,8
Nombre de jours d'alimentation par an	180

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR						
Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Budget actuel		Augmentation		Budget révisé	
	Total (en tonnes)	Total (en dollars)	Total (en tonnes)	Total (en dollars)	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	1 160	539 612	1 192	1 017 340	2 352	1 556 952
Légumes secs	195	83 074	313	450 520	508	533 594
Huile et matières grasses	261	224 276	177	347 329	438	571 603
Aliments composés et mélanges	4 112	2 834 499	2 358	1 695 495	6 470	4 529 994
Autres	14	1 446	41	15 442	55	16 888
Total (produits alimentaires)	5 742	3 682 906	4 081	3 526 125	9 823	7 209 031
Transferts de type monétaire	-	1 705 217	-	- 967 749		737 469
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	5 742	5 388 123	4 081	2 558 376	9 823	7 946 499

Chaîne d'approvisionnement

13. Le lancement du programme de repas scolaires permettra de faire progresser considérablement le nombre de sites de distribution. Compte tenu du caractère peu satisfaisant des installations d'entreposage sur ces sites, le PAM devra veiller à maintenir sa flotte stratégique et à améliorer la formation des partenaires en matière de gestion de l'entreposage des produits alimentaires.
14. L'année passée, la concurrence sur le marché a limité la capacité du PAM à atteindre ses objectifs relatifs aux achats locaux. Le PAM simplifiera ses modalités d'achat pour être en mesure de concurrencer les autres acheteurs et de s'aligner sur les prix du marché.

Autres considérations

15. L'opération de relèvement après Ebola et le PSPP-T ont marqué une évolution programmatique dans certains domaines fonctionnels essentiels, et les compétences requises sont actuellement insuffisantes voire absentes. Il faut se doter de ces compétences pour être en mesure d'assurer une mise en œuvre efficiente.
16. Les partenariats stratégiques avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et les autres organismes ayant leur siège à Rome, qui garantissent la complémentarité dans les domaines de la prévention du retard de croissance, des repas scolaires et de l'élargissement des activités Achats au service du progrès et des activités relatives à la productivité agricole, seront renforcés pour garantir l'obtention d'un impact durable et l'efficacité des programmes.
17. Conformément aux recommandations de l'évaluation de l'IPSR récemment achevée, le bureau de pays s'emploiera à améliorer le suivi, l'établissement des rapports et l'assurance qualité des programmes, en veillant à ce que les bons processus de suivi et d'évaluation soient compris et mis en œuvre, notamment dans le contexte des activités relatives à la nutrition.
18. Au niveau national, la capacité limitée à assurer une coordination et à faire face aux situations d'urgence soudaines annuelles, comme les inondations, signifie que, jusqu'en 2019, le PAM continuera à mettre l'accent sur le renforcement de la préparation aux situations d'urgence et de la capacité d'intervention en cas de crise des pouvoirs publics et sur l'amélioration de la coordination des interventions avec les partenaires. Un contexte mondial de donateurs concurrentiel pourrait se traduire par des difficultés en matière de mobilisation des ressources, susceptibles de compromettre le financement des programmes et l'aptitude à assurer leur exécution intégrale.

Ventilation des coûts

19. La proposition de révision prévoit une augmentation budgétaire due à la prolongation de six mois et à l'ajout d'une nouvelle activité liée à la fourniture de repas scolaires dans les écoles primaires. Le montant de l'augmentation budgétaire s'élève à 3 030 178 dollars, répartis entre la valeur des transferts (61,7 pour cent), les coûts de mise en œuvre (20,6 pour cent), les coûts d'appui directs (11,5 pour cent) et les coûts d'appui indirects (6,5 pour cent).
20. Les variations observées dans le montant des coûts traduisent principalement l'augmentation:
 - du nombre de bénéficiaires pour les effets directs stratégiques 1 à 4, qui passe de 261 848 à 412 832; et
 - du montant total de la valeur des transferts et des coûts de mise en œuvre, qui passe de 15 763 670 à 18 658 445 dollars.

Perspectives en matière de mobilisation des ressources

21. L'arrivée du nouveau Gouvernement en Sierra Leone a contribué à ranimer l'intérêt des donateurs dans des domaines essentiels tels que l'éducation, la santé et l'agriculture. Sur la base des tendances en matière de mobilisation des ressources et des consultations avec le nouveau Gouvernement et les donateurs présents dans le pays, le PAM s'attend à recevoir des contributions supplémentaires d'un montant de 13,5 millions de dollars provenant de diverses sources, notamment le Gouvernement sierra-léonais, qui apportera 2 millions de dollars pour les activités de repas scolaires et 2,5 millions de dollars à l'appui des activités relatives aux moyens d'existence et à la nutrition, et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, qui fournira 1,5 million de dollars en faveur de la nutrition. Les Gouvernements de la Chine, des Émirats arabes unis et du Japon ont également fait part de leur intérêt pour l'alimentation scolaire, et le PAM continuera à explorer les possibilités de financement en faveur de la gestion des risques de catastrophe, de la nutrition et de la sécurité alimentaire avec la Banque mondiale et le Canada.

TABLEAU 4: VENTILATION DES COÛTS DE LA RÉVISION SEULEMENT (en dollars)						
	Résultat stratégique 1/ cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 1/ cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2/ cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 3/ cible 3 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5/ cible 9 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience	Causes profondes	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	
Transferts	-218 473	585 853	1 919 078	211 303	-161 295	2 336 467
Mise en œuvre	35 383	449 337	492 289	-629 760	211 058	558 308
Coûts d'appui directs ajustés						-49 538
Total partiel						2 845 237
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)						184 940
Total						3 030 178

TABLE 5: VENTILATION DE L'ENSEMBLE DES COÛTS DU PSPP-T APRÈS RÉVISION (en dollars)						
	Résultat stratégique 1/ cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 1/ cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2/ cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 3/ cible 3 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5/ cible 9 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience	Causes profondes	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	
Transferts	367 826	1 938 339	8 487 397	2 176 061	967 212	13 981 834
Mise en œuvre	154 703	633 135	2 275 963	1 263 067	349 742	4 676 611
Coûts d'appui directs ajustés	70 473	322 726	1 409 046	447 807	175 545	2 425 598
Total partiel	593 002	2 894 200	12 172 407	3 886 935	1 492 500	21 084 043
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	38 545	191 048	791 206	252 651	97 017	1 370 463
Total	631 547	3 130 248	12 963 613	4 139 585	1 589 512	22 454 506

Liste des sigles utilisés dans le présent document

IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ODD	objectif de développement durable
PSP	plan stratégique de pays
PSPP-T	plan stratégique de pays provisoire de transition